

l'entretien

« L'allocation universelle, une régression sociale »

Marc De Vos et Simon Ghiotto, chercheurs à l'Itinera Institute, ont évalué l'impact d'un revenu universel. Conclusion : les équilibres socio-économiques en seraient gravement bouleversés.

Simon Ghiotto

Titulaire d'un master en économie avec spécialisation en politique économique de l'Université de Gand doublé d'un master en économie spécialisée en économie de développement et économie internationale, de l'Université de Namur et l'UCL, Simon Ghiotto travaille, au sein d'Itinera, sur la politique sociale et familiale.

Marc De Vos

Marc De Vos est licencié et docteur en droit (UGent), licencié en droit social (ULB) et Master of Laws (Harvard University). Il dirige l'Itinera Institute. Il écrit, enseigne, présente et débat sur des thèmes du droit du travail, l'intégration européenne, le marché du travail, les pensions, les soins de santé, le vieillissement et l'Etat-Providence, à la fois au niveau national et international

ENTRETIEN

Désormais, dès qu'un problème se pose, il y a toujours quelqu'un pour dire qu'il faut introduire l'allocation universelle, que c'est la solution à tous les maux sociaux. Elle est à la mode. Or, cette idée implique une véritable révolution. On s'est donc penché dessus, pour la traiter sérieusement. Dans « Allocation universelle, entre rêve et réalité », Marc De Vos, directeur du think tank Itinera, et son collègue Simon Ghiotto, prennent le contre-pied complet de l'historien néerlandais Rutger Bregman, apôtre du revenu universel (« Le Soir » du 28/9). Dans un petit livre très accessible (et consultable gratuitement sur www.itinerainstitute.org), ils proposent de refaire la part des choses sur le concept d'allocation universelle, qui a des di-

zaines de variantes, et ses conséquences sur notre société, nos modes de vie. Leur conclusion : il faut en finir avec ce débat, car l'allocation universelle est « une mauvaise réponse à des vrais problèmes ».

La Belgique serait-elle en mesure de financer une allocation universelle ?

Marc De Vos : Non. On a fait le calcul et le résultat est très clair : la seule façon de financer l'allocation universelle, c'est d'éliminer la Sécurité sociale existante, ce qui impliquerait une régression sociale énorme, parce qu'on remplacerait un système d'allocations sociales qui est conditionnel, focalisé sur les besoins des personnes, progressif, par un système inconditionnel. C'est ridicule. Ça ne réussira jamais.

Simon Ghiotto : Et même en éliminant la Sécurité sociale, il faudrait encore trouver des milliards d'euros via des hausses d'impôts ou des économies supplémentaires. Mais derrière les chiffres, il y a aussi des effets sociétaux potentiels difficiles à mesurer.

Ses défenseurs estiment que l'allocation universelle serait un rempart contre la disparition du travail liée à sa robotisation. Mauvais argument ?

M.D.V. : L'apocalypse du travail est annoncée depuis des décennies. Elle ne s'est jamais encore réalisée. Aujourd'hui le problème n'est pas le manque d'emplois, mais le manque de talents, de personnes disponibles ! On sait comment répondre à la disruption : en investissant davantage dans l'éducation, l'enseignement, la formation, la transition économique. L'allocation universelle, ce n'est pas de l'investissement, c'est donner de l'argent pour consommer. Ce serait organiser le risque économique.

Vous démontez la pertinence économique de l'allocation universelle. Mais vous reconnaissez qu'aucune expérience

valide n'a été menée à ce jour qui permet d'en mesurer les effets. Ne reste-t-on pas dès lors dans un débat idéolo-

gique, puisqu'il est impossible de se baser sur des faits pour en parler ?

M.D.V. : Ce n'est pas idéologique de rappeler qu'on a déjà construit pas mal de choses, c'est pragmatique. L'expérience d'une allocation inconditionnelle sur les personnes. On l'a. Sur base de cette expérience-là, il nous semble prévisible qu'il y aura des effets négatifs de participation au marché du travail, plutôt que positifs. Il y aura potentiellement des effets pervers qui ne sont pas désirables au niveau sociétal. Ce n'est pas pour rien d'ailleurs que la politique sociale a évolué ces dernières années d'une orientation passive à une orientation active.

Le problème posé par l'allocation universelle est aussi éthique, démocratique, dites-vous. C'est-à-dire ?

M.D.V. : Le concept est vendu comme étant philosophiquement déstruable, humaniste. On le conteste. Notre société ne part pas de zéro. Il y a un contrat social, qui est fondamental au fonctionnement de l'économie, de la Sécurité sociale. Il est très difficile de le changer. On le voit déjà sur la question des pensions, par exemple. Or, c'est un détail par rapport à l'envergure et à l'ambition de l'allocation universelle. On donnerait à tout un chacun un revenu sans

qu'il doive travailler. Il y aura des effets sur la volonté de participer à l'activité économique.

Ce contrat social est-il encore de mise, sachant que toute une série d'acquis sociaux sont aujourd'hui érodés ?

M.D.V. : S'il y a de la pression sur l'Etat-providence, elle est démographique. On a prévu des allocations que la jeune génération n'est pas en mesure de financer. Il n'y a pas de pression qui consiste à dire qu'il faut éliminer la Sécu. Mais le débat n'est pas là. Deux choses dans la Sécu telle qu'elle a évolué sont incompatibles avec l'idée d'allocation universelle. Un : la Sécu découle d'un contrat social entre l'économie capitaliste de marché et la protection sociale. Ce qui les connecte, c'est le travail. L'implicite, c'est qu'on va promouvoir la possibilité de participer économiquement. Philosophiquement, c'est l'inclusion sociale, la collaboration, la diversité, etc. On valorise donc de manière très profonde la contribution de tout un chacun à la société par le biais du travail. En résulte une conditionnalité de la Sécu, focalisée sur les personnes qui ne sont pas en mesure d'obtenir un revenu suffisant. Deux : la philosophie de l'investissement dans la personne, via l'éducation, la formation, etc. Dans un contexte où la diversité des situations sociales, familiales, est un énorme défi, faire le choix de ne plus investir pour simplement donner de l'argent, c'est organiser la marginalisation de certains groupes dans la société. Il faut garder les pieds sur terre.

Une allocation universelle ne permettrait pas l'émancipation, une liberté accrue pour une partie des citoyens ?

S.G. : Prenons la position des femmes dans la société. Certains défenseurs de l'allocation universelle affirment qu'elle la renforcerait. Mais donner un revenu, ce n'est pas émanciper.

L'émancipation, c'est faire en sorte que les hommes et les femmes puissent participer à la vie en société, cela passe notamment par le monde du travail. Donner le même revenu à tout le monde ne donne pas

les mêmes possibilités de choisir à tout le monde, c'est une illusion, car le point de départ de chacun n'est pas le même. Encore une fois, il s'agit d'un slogan. L'allocation universelle, c'est traiter le symptôme, pas la maladie.

Des maladies liées au travail, il y en a de plus en plus, le burn-out par exemple.

M.D.V. : *Dans notre société, il y a davantage de progrès que*

de problèmes. En moyenne, le taux d'emploi, le niveau de formation s'améliorent, par exemple. Mais le problème, c'est que derrière les moyennes, il y a d'énormes différences, qui s'enracinent au niveau de groupes spécifiques. La question est de savoir ce qu'on doit faire, quelle est la priorité politique : la réponse, partout dans le monde, c'est d'investir de manière ciblée, dans des services. Et certainement pas une allocation, qui anesthésie.

Un des phénomènes contemporains du marché du travail, c'est le phénomène des « bullshit jobs », ces boulots au titre ronflant mais sans inté-

rêt, rejeté par une part croissante de diplômés.

M.D.V. : *Les gens seraient de moins en moins heureux de leur travail ? Ce n'est pas vrai. Au contraire : le nombre de gens contents de leur emploi est historiquement élevé. Il y a évidemment des problèmes. Mais, en général, l'évolution vers une économie de la connaissance a fait augmenter la qualité du travail. L'allocation universelle ne donne pas la liberté de choisir son em-*

ploi. ■

Propos recueillis par
CORENTIN DI PRIMA

EN CHIFFRES

Chère allocation

Combien coûterait l'allocation universelle ? C'est la question à 100 balles. Et pour cause : il y a presque autant de montants qu'il y a de propositions de revenu universel. De la plus chiche (le philosophe belge Philippe Van Parijs propose 200 € par mois pour chaque Européen) à la plus généreuse (le Parti Pirate ambitionne de

donner 1.500 € à chaque adulte belge et 200 € aux enfants), il y a une marge importante. Et donc des besoins de financement potentiels très différents. Sans parler des effets dynamiques que provoquerait très certainement l'introduction d'une telle allocation sur les comportements et l'économie. Dans leur étude, par souci de clarté, Marc De Vos et Simon Ghiotto proposent de retenir trois scénarios (voir infographie

ci-contre).

Dans le premier, le montant est proche du revenu d'insertion d'un individu isolé.

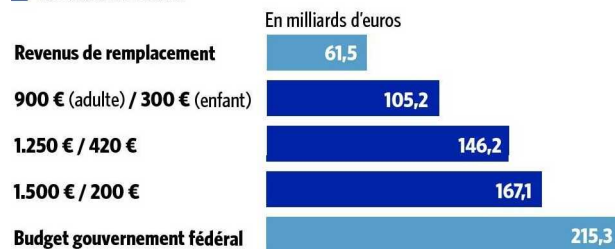
« Mais cela s'avère trop faible pour permettre à un individu isolé et à une famille monoparentale de vivre », constatent-ils. Le montant de l'allocation universelle versé à chacun devrait donc être au minimum de 1.250 € par adulte, estiment-ils. Or,

l'allocation universelle minimum (900 € par adulte, 300 € par enfant) coûterait nettement plus cher au budget de l'Etat que les dépenses actuelles en revenus de remplacement, pour un effet pervers, estiment les chercheurs : « Plus de quatre citoyens sur cinq bénéficiant d'un revenu de remplacement subiraient en fait une baisse significative de leurs revenus. »

C.D.P.

Le coût de l'allocation universelle

■ Les scénarios étudiés



LE SOIR - 19/10/17
Source : Itinera Institute